

ARRETE N°2017-<sup>0014</sup> /MS/CAB  
portant autorisation d'ouverture et  
d'exploitation d'une clinique  
médicale privée

LE MINISTRE DE LA SANTE



- Vu la Constitution ; ✓
- Vu le décret n°2016-001/PRES du 6 janvier 2016 portant nomination du premier Ministre ; ✓
- Vu le décret n°2017-0148/PRES/PM/SGG-CM du 23 mars 2017 portant attributions des membres du Gouvernement ; ✓
- Vu le décret n° 2016-753/PRES/PM/MS du 16 août 2016 portant organisation du Ministère de la santé ; ✓
- Vu le décret n°2017-075/PRES/PM du 20 février 2017 portant remaniement du Gouvernement ; ✓
- Vu la loi n°23/94/ADP du 19 mai 1994 portant code de la Santé publique ; ✓
- Vu la loi n°034/98/AN du 18 mai 1998 portant loi hospitalière ; ✓
- Vu le décret n°2005-398/PRES/PM/MS du 19 juillet 2005 portant conditions d'exercice privé des professions de santé ; ✓
- Vu le dossier de demande de l'intéressé ; ✓
- Sur avis de la Commission d'examen des demandes d'autorisation de création, d'ouverture, d'extension, de transformation, de cession, de transfert et de fermeture des établissements sanitaires en sa session du 07 novembre 2017. ✓

## ARRETE

**Article 1 :** Monsieur KABORE Bertrand, médecin Gynécologue Obstétricien bénéficiaire de l'autorisation n°2016-474/MS/CAB du 10/10/2016 portant prorogation de délai validité de l'autorisation d'ouverture et d'exploitation n°2014-734/MS/CAB du 10/09/2014 d'une clinique médicale privée à la parcelle 00, lot 05, section 602 du secteur 37 dans la commune Ouagadougou, province du Kadiogo, est autorisé à ouvrir et exploiter ladite clinique. ✓



**Article 2:** La clinique médicale privée ouverte par **Monsieur KABORE Bertrand** est dénommée « *BETHESDA* »

**Article 3:** **Monsieur KABORE Bertrand** devra se conformer aux textes législatifs et réglementaires en vigueur en matière d'exploitation d'établissements sanitaires privés au Burkina Faso, notamment :

- respecter la politique nationale de santé ;
- assurer la tenue personnelle de l'établissement ;
- limiter son activité aux actes autorisés pour les cliniques médicales;
- respecter la tarification en vigueur pour les actes autorisés.

**Article 4 :** Pour tenir un laboratoire d'analyses médicales et/ou une pharmacie à l'intérieur de la clinique médicale, **Monsieur KABORE Bertrand** devra composer un dossier de demande d'ouverture desdites structures à soumettre à la Direction générale de la pharmacie, du médicament et des laboratoires (DGPML).

**Article 5 :** **Monsieur KABORE Bertrand** fournira des rapports mensuels d'activités et des rapports hebdomadaires sur les maladies à déclaration obligatoire à la Direction régionale de la santé du Centre.

**Article 6:** L'ouverture et l'exploitation de la clinique médicale ne deviendront effectives qu'après :

- l'inspection des locaux et des équipements par l'Inspection technique des services de santé ;
- la libération de tout le personnel employé par la clinique de toute astreinte du service public.



**Article 7 :** Le délai d'ouverture de la clinique médicale au public est fixé à un (01) an, pour compter de la date de signature du présent arrêté.

**Article 8 :** Toute demande de cession, d'extension, de transformation, de transfert de la clinique médicale d'une localité à une autre, ou d'un site à un autre à l'intérieur d'une même localité est subordonnée à une autorisation du Ministre chargé de la santé.

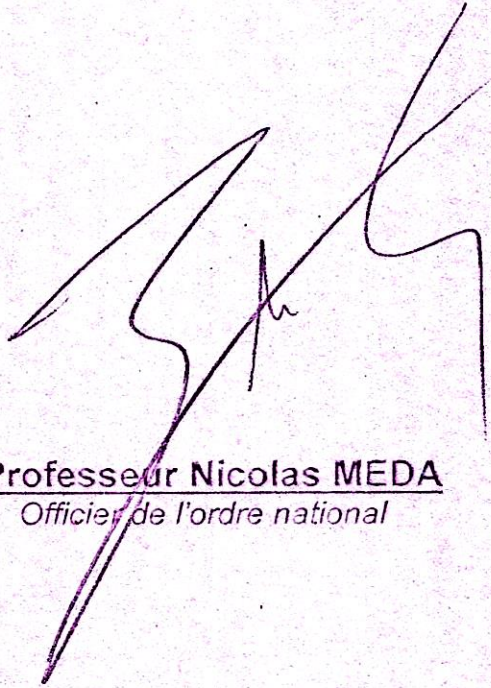
**Article 9 :** L'Inspecteur général des services de santé, la Secrétaire générale du Ministère de la santé, le Gouverneur de la région du Centre, le Maire de la commune de Ouagadougou, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté.

**Article 10:** Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

**Ampliations :**

- 1- Original
- 2- Présidence du Faso
- 1- Premier Ministère
- Tous Ministères
- 1- SGG.CM
- 1- ITSS
- 5- SG/ M.Sté
- Toutes Directions Centrales M.Sté
- 1- Impôts
- 1- Chambre de commerce
- 1- Gouvernorat/ Centre
- 1- DRS/ Centre
- 2- Commune de Ouagadougou
- 2- Intéressé
- 1- J.O
- 2- Archives / chrono

Ouagadougou, le 09 JAN 2018

  
**Professeur Nicolas MEDA**  
*Officier de l'ordre national*